

Table des matières

INTRODUCTION.....	13
TITRE I: L'ENQUÊTE.....	17
0 MÉTHODOLOGIE.....	19
Objectif	19
Population de référence	19
Enquête et période de référence.....	20
Taux de réponse et représentativité des réponses.....	21
1 LES UNITÉS AML.....	23
1.1 Localisation de l'unité.....	23
1.2 Niveau hiérarchique du Responsable Anti-Blanchiment	24
1.3 Effectif de l'unité AML.....	25
2 COÛTS DE TRANSPOSITION	26
2.1 Consultance externe	26
2.2 Expertise interne	28
2.3 Formation du Responsable AML et de ses collaborateurs.....	29
2.4 Mise à jour de la documentation	29
2.5 Investissements informatiques	31
3 COÛTS RÉCURRENTS	34
3.1 Complexité du processus d'ouverture de compte	34
3.2 Tâches de surveillance et de contrôles.....	35
3.3 Formations périodiques obligatoires	37

4 COÛTS D'OPPORTUNITÉ	38
4.1 Manques à gagner.....	38
4.2 Coûts sociaux	40
4.3 Coûts en matière de perte de compétitivité	42
5 BÉNÉFICES	45
5.1 Atteinte des objectifs	45
5.2 Prise de conscience	48
5.3 Economies d'échelle	51
5.4 Risque de Réputation	55
TITRE II: L'ANALYSE	57
1 LA PLACE FINANCIERE LUXEMBOURGEOISE	59
1.1 Contexte international.....	59
1.2 Contexte national.....	59
1.3 Acteurs	60
1.4 Clients.....	61
2 BLANCHIMENT D'ARGENT ET FINANCEMENT DU TERRORISME	63
2.1 Définitions.....	63
2.1.1 Blanchiment d'argent	63
2.1.2 Financement du terrorisme	65
2.2 Mécanismes et processus.....	66
2.2.1 Blanchiment d'argent	66
2.2.2 Financement du terrorisme	67
3 LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME	68
3.1 Initiatives internationales	68
3.1.1 Organisation des Nations Unies (ONU).....	69
a) La «Convention de Vienne».....	69
b) La Convention Internationale pour la répression du financement du terrorisme	70
c) La «Convention de Palerme»	70
d) Résolution 1267 et suivantes du Conseil de Sécurité	71
e) Résolution 1373 (2001) du Conseil de Sécurité	71
3.1.2 Fonds Monétaire International (FMI)	72
3.1.3 Groupe d'Action Financière (GAFI).....	72
a) Les 40 Recommandations	72
b) Les 9 Recommandations Spéciales	73
c) Les rapports d'évaluation	74

3.1.4	Comité de Bâle.....	74
3.1.5	Groupe Wolfsberg	75
3.2	Initiatives européennes	76
a)	La convention de Strasbourg du Conseil de l'Europe	76
b)	La décision-cadre 2001/500/JAI du Conseil du 26 juin 2001 ..	76
c)	La 1ère Directive Européenne du 19 juin 1991.....	77
d)	La 2ème Directive Européenne du 4 décembre 2001	77
e)	La 3ème Directive Européenne du 26 octobre 2005	78
f)	Règlements du Conseil Européen relatifs à la lutte contre le terrorisme	79
g)	La Décision-Cadre du Conseil no 2002/47/JAI du 13 juin 2002.....	80
3.3	Initiatives nationales	80
3.3.1	Législation et réglementation luxembourgeoise	80
3.4	Les acteurs de la lutte anti-blanchiment au Luxembourg	87
3.4.1	Prévention et détection	87
3.4.2	Surveillance et contrôle	88
a)	La Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF)	88
b)	Les Réviseurs d'entreprises	89
c)	L'audit interne	89
d)	La fonction «Compliance»	90
3.4.3	Répression	91
La Cellule de Renseignement Financier (CRF)	91	
3.5	Obligations professionnelles des banques luxembourgeoises en matière de lutte anti-blanchiment	92
3.5.1	Obligation de connaître les clients.....	92
3.5.2	Obligation de conserver certains documents.....	95
3.5.3	Obligation d'examiner avec une attention particulière certaines transactions	95
3.5.4	Obligation de faire un suivi continu des clients en fonction du risque.....	96
3.5.5	Obligation d'instaurer des procédures écrites de contrôle	96
3.5.6	Obligation de former et de sensibiliser le personnel	97
3.5.7	Obligation de coopérer avec les autorités	97
4	IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION AML: ASPECTS CONCURRENTIELS	98
4.1	Contexte international.....	99
4.2	Contexte européen.....	101
4.3	Comparaison des réglementations anti-blanchiment	103
4.3.1	Infractions sous-jacentes	103
a)	Plan international.....	103

b) Plan européen.....	104
c) Belgique.....	107
d) Royaume-Uni.....	110
e) Allemagne.....	110
f) Suisse.....	111
g) Luxembourg.....	112
h) Infractions sous-jacentes et avantages concurrentiels.....	114
4.3.2 Obligations professionnelles des banquiers.....	119
a) Identification d'un client – personne physique –.....	121
b) Exemptions d'identification.....	125
c) Obligation de connaître ses clients.....	128
d) Procédure d'autorisation d'ouverture de compte.....	130
e) Création d'une fonction de «Responsable Anti- Blanchiment».....	131
f) Déclarations de soupçon.....	132
4.4 Remarques finales.....	133

5 IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION AML:

ASPECTS ÉCONOMIQUES.....	136
5.1 Coûts.....	137
5.1.1 Coûts de transposition.....	137
a) Coûts de consultance externe.....	137
b) Coûts de formation du Responsable Anti-Blanchiment et de ses collaborateurs.....	138
c) Coûts de mise à jour des dossiers clients.....	139
d) Investissements informatiques.....	140
5.1.2 Coûts récurrents.....	142
a) Coûts de personnel.....	142
b) Coûts d'exploitation des logiciels informatiques.....	143
c) Coûts de formation périodique.....	143
d) Complexité du processus d'ouverture de compte.....	144
e) Tâches de surveillance et de contrôle.....	147
5.1.3 Coûts d'opportunité.....	148
a) Manques à gagner.....	148
5.1.4 Coûts d'externalité.....	149
a) Impact négatif sur l'entrée en relation d'affaires.....	149
b) Impacts négatifs pour les clients existants.....	149
5.1.5 Synthèse globale des coûts économiques.....	151
5.1.6 Economies d'échelle.....	153
a) L'identification des clients facilite la transposition d'autres réglementations.....	153
b) La coordination de la lutte AML au niveau d'un groupe peut diminuer les coûts.....	154

5.2	Bénéfices.....	154
5.2.1	Bénéfices pour la collectivité.....	154
	a) Déclarations de soupçon.....	156
	b) Déclarations de soupçon suite à un refus d'entrée en relation.....	159
	c) Confirmations de soupçon.....	160
	d) Affaires pénales nationales du chef de blanchiment d'argent.....	160
5.2.2	Bénéfices pour les banques.....	162
	a) Mieux connaître ses clients est un gain.....	162
	b) La réputation est un capital.....	162
5.3	Remarques finales.....	165
6	IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION AML:	
	ASPECTS ÉTHIQUES ET MORAUX.....	167
6.1	Relations entre morale, éthique et déontologie.....	167
6.2	Moralisation de la lutte anti-blanchiment.....	169
	6.2.1 au niveau du GAFI.....	169
	6.2.2 au niveau de la société civile.....	170
6.3	Formalisation de l'éthique.....	173
	6.3.1 Démarches déontologiques.....	173
	a) Les Recommandations du Comité de Bâle.....	174
	b) Les Circulaires du CSSF.....	174
	c) Les Principes de Wolfsberg.....	175
	d) Le Code de Déontologie de l'ABBL.....	176
	e) Codes de bonne conduite des établissements bancaires.....	176
	6.3.2 Comportement éthique des employés de banque.....	178
6.4	Remarques finales.....	180
7	CONCLUSION.....	184
	BIBLIOGRAPHIE.....	191
	ACRONYMES.....	196
	ANNEXE 1: Grille comparative des infractions sous-jacentes au blanchiment.....	197
	ANNEXE 2: Grille comparative des obligations professionnelles.....	203
	ANNEXE 3: Luxembourg - Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme -.....	233
	ANNEXE 4: Circulaire CSSF 05/211.....	247
	ANNEXE 5: Lettre d'accompagnement et questionnaire.....	283
	Index alphabétique.....	301